

**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**  
**PAYS: MADAGASCAR**  
**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL SEMESTRIEL**  
**DATE DE RAPPORT: 15 NOVEMBRE 2019**

<b>Titre du projet:</b> RENFORCEMENT DE L'AUTORITE DE L'ETAT DANS LE SUD <b>Numéro Projet / MPTF Gateway:</b> PBF/00107894	
<b>Modalité de financement PBF:</b> <input type="checkbox"/> IRF <input checked="" type="checkbox"/> PRF	<b>Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"):</b> <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional <b>Nom du fonds fiduciaire:</b>
<b>Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc):</b> PNUD - OIM <b>Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):</b> Ministère de la Défense, Secrétariat d'Etat à la Gendarmerie, Ministère de la Sécurité Publique, Ministère de la Justice, Ministère de l'intérieur et de la Décentralisation, Organisations de la Société Civile	
<b>Date de début du projet<sup>1</sup>:</b> NOVEMBRE 2018 <b>Durée du projet en mois :<sup>2</sup></b> 26 mois	
<b>Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:</b> <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
<b>Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire):</b> PNUD : \$ 1 120 000 OIM : \$ 880 000 : \$ : \$ Total: 2 000 000 <i>*Le budget total approuve et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i>	
<b>Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet:</b> La TOTALITE	
<b>Préparation du rapport:</b> Rapport préparé par: Lalaina RAKOTOZANDRY et DEI ROSSI Giacomo (Points focaux du PNUD et de l'OIM) Rapport approuvé par: Les agences PNUD et OIM Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui	

<sup>1</sup> La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

<sup>2</sup> La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport: Le projet est en phase de clôture, si des effets sur la consolidation de la paix et la cohésion sociale dans les zones d'intervention ont été remarqués, il est à noter que les retards successifs dans la construction des postes avancés et des infrastructures culturelles n'ont pas permis au projet d'atteindre les effets escomptés dans leur totalité. A noter qu'une composante du projet, l'utilisation de drones pour la surveillance des zones d'intervention et la lutte contre le phénomène de Dahalo, a obtenu l'innovation Award 2019 du PNUD.

Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport:

## NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

## PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

### 1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en oeuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

Le projet est actuellement dans son dernier trimestre de mise en oeuvre. La construction de 2 postes avancés (PA) de gendarmerie est achevée, 3 PA sont en cours de finalisation (85% d'achèvement). Les éléments de la Gendarmerie sont déjà déployés dans les PA. Les équipements destinés aux FDS sur terrain (matériels roulants, drones, équipements informatiques et de communication, mobiliers) sont déjà livrés et valorisés. Des formations sur l'utilisation/entretien des équipements et le renseignement ont été organisées. L'appui aux deux cliniques Juridiques (Ihoso et Betroka) a été renforcé. A Betroka, la réhabilitation du bâtiment de la clinique juridique a été achevée; ce qui a permis au dispositif d'assurer l'accès à la justice pour les plus vulnérables et de promouvoir la diffusion des notions de droits au sein de la population. Le Tribunal de Première Instance de Betroka a pu traiter des dossiers correctionnels en instance à travers des audiences foraines. Les travaux de réhabilitation de la prison de Betroka sont aussi en cours. Des opérations de jugements supplétifs et de délivrance de Cartes Nationales d'Identité sont réalisés dans deux communes. Des Structures Locales de Concertations sont désormais fonctionnelles dans 10 communes. Deux sessions de dialogues communautaires ont eu lieu en Juillet et Octobre 2019 et des activités de rapprochement population-gendarmerie et de construction/réhabilitation d'infrastructures culturelles sont en cours dans 5 communes.

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en oeuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):  
on track with significant peacebuilding results

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

Ce qui est innovant dans le cadre de la mise en oeuvre des projets relatifs à la composante 3 du plan prioritaire du PBF c'est tout d'abord son caractère holistique. Le fait d'articuler les interventions au niveau institutionnel et communautaire permet d'apporter une réponse intégrée qui permet de toucher les différents secteurs de la société et de créer une dynamique de rapprochement entre la population et l'Etat. Il faut noter aussi que le choix de déployer l'équipe sur le terrain, à travers le bureau commun impliquant 6 agences des Nations Unies, est une grande première dans le pays. Cela permet de développer un accompagnement de proximité et d'assurer la cohérence des actions des agences.

S'agissant des interventions, la mise en place d'infrastructure et la dotation des matériels de pointe (drones, équipements de communication...) ont amélioré la marge de manoeuvre de la Gendarmerie, malgré les conditions géographiques difficiles dans cette zone. L'une des composantes du projet (utilisation des drones dans la sécurisation du Grand sud) a d'ailleurs obtenu le prix du RBA Innovation Award 2019 au sein du PNUD. Au niveau de la prison de Betroka, les travaux de réhabilitation mis en oeuvre par le projet vont, non seulement permettre

de renforcer la sécurité et sa capacité, mais aussi d'améliorer sensiblement les conditions de détention (surtout pour les femmes)

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

La rapidité des interventions des forces de l'ordre et leurs présences à côté de la population dans les moments difficiles surtout en cas d'attaque armée des Dahalo représentent un grand changement dans le maintien de la paix dans la zone d'intervention, ce qui n'était pas le cas. L'implication de la population dans le processus de mise en place des nouveaux postes avancés et les rencontres avec les forces de l'ordre ont permis de surmonter le sentiment de méfiances et surtout de restaurer progressivement la confiance de la population. La distance vis-à-vis de la Justice a été réduite grâce aux actions des cliniques juridiques. Désormais, les populations connaissent mieux leurs droits et ont à leur disposition un mécanisme de recours pour les cas de conflits communautaires qui ne requièrent pas l'intervention des tribunaux. En somme, ces interventions ont permis de rapprocher les populations des forces de l'ordre mais aussi les justiciables de la justice.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

Grâce à l'amélioration de leur capacité d'intervention, les actions des Forces de Défense et de Sécurité commencent à se faire sentir au niveau de la population. Selon les chiffres obtenus auprès de la gendarmerie, un impact tangible sur l'amélioration de la condition sécuritaire dans la zone est constaté. A Betroka 1 391 bœufs sur 3 095 perdus sont récupérés. 335 bœufs suspects ont été mis en fourrière à Betroka. 16 dahalo sont arrêtés. 50 actes de banditisme ont été maîtrisés et 39 auteurs sur 78 sont arrêtés. 234 fusils de chasse sont contrôlés et 09 ont été saisis avec 03 fusils de guerre et 03 pistolets fabrication locale. A Ivohibe, région d'Ihorombe, 61 têtes sur les 71 volés de bovidé sont récupérés. Cette amélioration des conditions sécuritaires se manifeste aussi dans le ressenti et le comportement de la population. Dans la ville de Betroka, les activités commerciales se poursuivent de plus tard dans la soirée, ce qui n'était pas le cas en raison de l'insécurité. Les conflits communautaires sont desamorçés grâce aux interventions des Cliniques Juridiques et arrivent rarement jusqu'au tribunaux. Dans les 5 communes où les postes avancés de gendarmerie sont déjà construits ou en construction, la présence de gendarmes a déjà permis de sécuriser les zones contre les attaques des bandits et des voleurs de bétail et un changement d'attitude de la population vers les FDS est palpable.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

La situation sécuritaire et l'accessibilité dans la zone d'intervention restent les défis majeurs dans la mise en oeuvre du projet car ces facteurs limitent la marge de manoeuvre de l'équipe dans leur déplacement sur terrain. Un suivi continu de la situation sécuritaire et une planification conjointe des déplacements continue à être menés avec les forces de l'ordre. Cela a permis de mitiger aussi les problèmes sécuritaires, qui ont été l'une des raisons des retards dans la construction des PA. Le contexte électoral (élections présidentielles et législatives) représentaient aussi des risques liés à la récupération politique des interventions du projet, mais aussi des méfiances entre les acteurs. Pour mitiger ces risques, l'équipe a évité d'organiser des activités qui nécessitent le regroupement d'acteurs pendant les campagnes électorales. Le projet a aussi continué de

communiquer en valorisant tous les canaux pour y faire face. Certes, l'intervention du projet a contribué à améliorer la capacité de réponse des FDS dans la zone d'intervention, mais des efforts restent à faire dans la promotion d'une démarche de proximité en ligne avec les principes des droits humains. Les difficultés financières d'une des entreprises de construction ont causé des retards dans l'achèvement de certains PA par rapport au calendrier prévu mais grâce à une repassation rapide du marché, une partie du retard sur le calendrier prévu.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **en retard**, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

Après l'accord relatif à l'extension sans cout jusqu'au 31 décembre 2019, le projet évolue dans un rythme normale pour atteindre les résultats prévus d'ici la fin de l'année. Un retard dans la construction des PA de gendarmerie s'est produit, mais celles-ci seront toujours achevées avant la fin du projet.

Veillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

- Rapport d'activité des Cliniques Juridiques,
- Rapport de mission sur les Audiences foraines menées par le tribunal de Betroka,
- Rapport de mission formation des membres de la Structure Locale de Concertation,
- Lettre de mise à la disposition des 7 drones et des 77 motos
- Rapport de formation le pilotage et la maintenance drone
- Rapport de formation sur la conduite et la maintenance des motos
- Rapport de mission sur l'opération de jugement supplétif et la délivrance des Cartes Nationales d'Identité
- Rapports de mission des ingénieurs de contrôle pour la construction des 5 postes avancés de gendarmerie
- Photos de remise des équipements
- Photos des travaux de construction des 5 postes avancés de gendarmerie
- Rapports de mission des ingénieurs
- Rapports de mission du partenaire d'implémentation

## 1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

**Résultat 1:** Les forces de l'ordre, et notamment la Gendarmerie et ses Unités Spéciales Anti-Dahalo (USAD), disposent des moyens et des capacités en vue de la sécurisation la zone d'intervention, tout en respectant les droits humains et en renforçant la confiance entre la population et les forces de l'ordre.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:  
**on track with significant peacebuilding results**

**Résumé du progrès:** Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre:

janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

Les travaux de construction des postes avancés à Antaramena et Andranombao sont achevés et ceux d'Anaviavy, Bekorobo et Tomboarivo sont en cours (85% d'achèvement) ils seront terminés au mois de decembre 2019 et le transfer à la Gendarmerie est prévu pour la même periode. Les travaux de construction devaient s'achever en mai 2019. Seulement 2 des 5 PA ont été complétées dans le delais prévu. Des équipements: 7 drones, 2 radios HF E/R fixes, 15 radios H/F ER mobiles, 77 motos, 9 packs de matériels informatiques (ordinateurs et imprimantes multifonctions) et mobiliers de bureau (33 armoires hautes métalliques , 33 tables de bureaux, 142 chaîses) ont été remis à la Gendarmerie pour équiper les 5 nouveaux postes avancés et 6 autres unités déjà existantes. La cérémonie de remise officielle a été effectué le 15 Mars 2019 à Betroka par Madame le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies à Madagascar, en présence de trois ministres de l'actuel gouvernement.

Après la remise officielle, le projet a non seulement appuyé le déploiement et l'installation de ces matériels sur site, 10 éléments de la Gendarmerie ont été formés sur le pilotage des drones. Il y a eu aussi 61 agents formés sur la conduite et la maintenance des motos.

En outre, deux sessions de dialogues visant à renforcer la confiance entre les FDS et la population ont eu lieu et la mise en œuvre d'événements sportifs et culturels, rituels de paix, sessions de danse et réhabilitation/construction d'infrastructure culturelles sont en cours. Ceci va contribuer sensiblement à renforcer les liens entre FDS et populations et réduire du coup les risques de tensions et renforcer la paix et la cohésion sociale.

Le renforcement de capacité des éléments de la Gendarmerie en matière de renseignement, de collecte et d'analyse des informations, au concept de "police de proximité, de l'intégrité, droits de l'homme et lutte contre la corruption sont prévus pour le mois de novembre 2019.

En somme, la construction des PA et les diverses dotations de matériel ont renforcé les capacités d'intervention des FDS ce qui permet une meilleure sécurisation de la zone.

**Résultat 2:** Les dispositifs de proximité mis en place dans les zones d'interventions rapprochent la population des services publics administratifs et juridiques.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**on track with significant peacebuilding results**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

Grâce à l'intervention des Cliniques Juridiques d'Ihosy et Betroka, 1435 cas de conflits communautaires et violations de droits sont traités, plus 11050 personnes ont été touchées à travers les activités de diffusion des notions de droits. Des Clubs de droits humains aussi sont créés au niveau des établissements scolaires. Au niveau de la TPI de Betroka : 136 dossiers et 656 casiers Judiciaires sont traités pendant les audiences foraines à Isoanala et Jangany. Les Structures Locales de Concertations sont opérationnelles dans les 10 Communes suivants : CR Begogo, CR Antaramena, CR Andranombao, CU Ihosy, CR Isoanala, CR Bekirobo, CU Betroka, CR Tomboarivo, CR Ikelivaho, CR Ambalaso. Les membres ont bénéficié des formations et ont pu élaborer leurs plans d'action pour prouver le dialogue et la consolidation de la paix au niveau de

chaque commune. Malgré les défis liés aux moyens à la disposition des SLC, ils ont commencé à initier des actions dans ce sens. Une dynamique qui nécessite d'être renforcée pendant la phase 2. Pour l'amélioration de l'accès à l'état-civil, 1169 jugements supplétifs sont réalisés et 317 nouvelles Cartes Nationales d'Identités sont délivrées au cours de la campagne soutenue par le projet dans les communes d'Analaliry, Ihosy, Ambalaso, Isoanala et de Betroka.

### **Résultat 3:**

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **Please select one**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

### **Résultat 4:**

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **Please select one**

**Résumé du progrès:** (voir les questions données sous Résultat 1)

## **1.3 Questions transversales**

<p><b>Appropriation nationale:</b> Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le gouvernement National a démontré son appropriation du projet en participant massivement à la remise officielle des matériels et équipement à la Gendarmerie le 15 Mars 2019 à Betroka (participation de 3 ministres). Le Gouvernement a par ailleurs réaffirmé une réelle volonté de faire face au problème de sécurité (notamment dans le sud) à travers l'axe 1 de la Politique Générale de l'Etat. Cela se concrétise par des efforts pour renforcer les équipements des éléments déployés sur terrain (acquisition d'un hélicoptère pour le Bataillon Inter Arme basé à Ihosy...) De plus, la Gendarmerie Nationale a tenu son engagement le déploiement des éléments qui interviennent au niveau des postes avancés nouvellement construits. Notons que les interventions du projets sont en appui à la stratégie d'intervention dans le Grand Sud et un dialogue permanent est maintenu avec les différents acteurs pour assurer un meilleur alignement aux priorités nationales.</p>
<p><b>Suivi:</b> Le plan de S &amp; E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le résultat de l'étude de base commandité par le Secrétariat Technique du PBF est désormais disponible. Même si elle a été faite de manière assez tardive, cette étude a permis de fournir des informations de base sur les indicateurs du projet.</p>

	L'équipe du projet s'attelle déjà à mettre en place avec les partenaires le mécanisme de collecte de donnée pour alimenter le système de suivi-évaluation. Un dispositif d'assurance qualité du projet est aussi opérationnel au niveau des deux agences de mise en oeuvre. Des visites bi-hebdomadaires sont effectuées par des ingénieurs de contrôle pour s'assurer de l'avancement des travaux sur les chantiers de construction des postes avancés.
<b>Évaluation:</b> Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en oeuvre ou c'est le rapport final. Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)	Un budget pour le suivi-évaluation du projet est disponible. Une étude sur l'évaluabilité du projet a été menée par le Secrétariat Technique du PBF. L'ensemble des projets du portefeuille PBF fera l'objet d'une évaluation finale indépendante commandée par PBSO.
<b>Effets catalytiques (financiers):</b> Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)	OUI. A travers son fonds propre, le PNUD a contribué à hauteur de 67 500 \$ pour optimiser les interventions des deux cliniques juridiques soutenues par le projet et la réhabilitation de la Maison Centrale de Betroka. Une perspective de réhabilitation du commissariat de Betroka est aussi en vue.
<b>Effets catalytiques (non financiers):</b> Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)	En complémentarité avec les interventions du projet, la construction des postes avancés de Begogo et d'Ikelivaho financés par le Fonds de Développement Local est achevée. Les matériels et équipements acquis dans le cadre du projet (panneaux solaires, radios...) y sont installés pour améliorer leur efficacité.
<b>Stratégie de sortie / durabilité:</b> Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)	La stratégie de sortie se présente sous plusieurs formes: renforcement des capacités des entités partenaires, nature dégressive des appuis, plaidoyer pour la prise en charge progressive des dispositifs mis en place par l'Etat (décret sur la pérennisation des cliniques juridiques....) Le fait que l'Etat commence cette année à investir à travers ses propres ressources pour renforcer la présence et l'efficacité des FDS dans la zone témoigne que les institutions s'inscrivent dans le cadre de cette démarche de pérennisation des acquis du projet.
<b>Prise de risques :</b> Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)	Malgré les conditions sécuritaires assez précaires, le projet a pris le risque d'assurer une présence permanente dans la zone et de mettre en place des dispositifs d'accompagnement de proximité. Suite à une action de repression menée par la Gendarmerie apres une attaque perpétrée dans la ville de Betroka, l'équipe terrain a du se replier sur IOhosal d'où elle a pu continuer à piloter les activités et garder le contact avec les partenaires le temps que la situation

	<p>redevienne plus calme. Ce choix de rester dans la zone d'intervention a contribué à rassurer nos partenaires sur terrain dans notre démarche d'accompagnement pour la consolidation de la paix dans cette zone.</p>
<p><b>Égalité entre les sexes :</b> Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les activités de diffusion de notion de droit menées par les Cliniques Juridiques, ont permis de mettre accent particulier sur la promotion et la protection des droits de la femme et des enfants. La participation des femmes dans les Structures Locales de Concertations a également été renforcée de même que la facilitation de leur accès aux documents d'état-civil.</p>
<p><b>Autre:</b> Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:** Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
<b>Résultat 1</b> Les forces de l'ordre, et notamment la Gendarmerie et ses Unités Spéciales Anti-Dahalo (USAD), disposent des moyens et des capacités en vue de la sécurisation dans la zone d'intervention, tout en respectant les droits humains	Indicateur 1.1 Nombre de cas d'abus commis par les force de l'ordre rapporté	A établir	A déterminer	Non renseigné		
	Indicateur 1.2 Nombre d'initiatives de dialogue / rapprochement (rencontres sportives, session de dialogue ...) mises en oeuvre	0	15 (3x5 postes de gendarmerie)	10	5 séances de dialogue et 5 activités sportives ont été réalisées, deux pour chaque commune où un poste avancé a été construite.	
	Indicateur 1.3					
Produit 1.1 Des postes	Indicateur 1.1.1 Nombre de	0	5	2	Le retard est dû à des problèmes de sécurité/inaccessibilité de certaines	0

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
avancés de Gendarmerie dans des endroits stratégiques sont opérationnels	nouveaux postes avancés de la Gendarmerie construits ou réhabilités dans les endroits stratégiques				zones de la région d'Anosy. Cette situation a été exacerbée par les problèmes économiques d'une entreprise de construction qui sont apparus soudainement et de façon tout à fait inattendue pendant l'exécution du projet.	
	Indicateur 1.1.2 et 1.1.3. Nombre de postes avancés de gendarmerie existants ou nouvellement implantés équipés en matériels roulants, mobiliers et matériels informatiques	0	11	11	les 7 drones et les 77 motos sont déjà octroyés à la Gendarmerie et réparties dans les 11 postes avancées. Les équipements et matériels des postes avancés de Kelivaho, de Begogo, d'Antaramena, d'Andranombao, du PMP de Betroka, du Brigade de Betroka et la Compagnie de Betroka sont installés.	
Produit 1.2 les capacités des gendarmes et des membres des USAD sont renforcées	Indicateur 1.2.1 Nombre de gendarmes formés sur l'intégrité, l'éthique professionnelle, le respect des droits humains et le genre	0	150 dont 25% de femmes	123	6 gendarmes féminines sur les 50 formés sur les techniques de renseignement. Notons que la gendarmerie a fait le choix de ne pas déployer des femmes dans les zones rouges.  Une autre série de formation est encore prévue avant la fin du projet.	

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
	Indicateur 1.2.2 Nombre de postes avancés dotés de matériels spécifiques pour le renseignement, la collecte et l'analyse des informations	0	7	7	Dotation de 7 drones	
	Indicateur 1.2.3. Nombre de gendarmes formés en matière de renseignement, collecte, analyse des informations et sur	0	50	50		
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1 Nombre d'infrastructures culturelles créés	0	1 par commune d'intervention (soit 5 au total)	0	Les infrastructures culturelles seront terminées pour la fin de novembre 2019 conformément au calendrier prévu.	
	Indicateur 1.3.2 Nombre de sessions de dialogues/rapproch	0	2 par commune d'intervention (soit un total	5	une deuxième séance de dialogue a été prévue pour novembre 2019	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	ement organisées		de 10)			
Produit 1.4	Indicateur 1.4.1					
	Indicateur 1.4.2					
<b>Résultat 2</b> Des dispositifs de proximité sont mis en oeuvre dans la zone d'intervention pour rapprocher la population des services publics administratifs et juridiques	Indicateur 2.1 Nombre de cas traités et résolus par les dispositifs de proximité (audiences foraines, cliniques juridiques, guichet unique de l'état-civil...)	Audiences Foraines : 0  Cliniques juridiques : 0  Guichet Unique : 0	Audiences Foraines : 15 dossiers par audience ; 10 audiences /an  Cliniques juridiques : 750/an  Guichet Unique : 500/commune/an	Audiences Foraines : 7 audiences / 110 dossiers et 633 casiers judiciaires  Cliniques juridiques : 1435 cas  Guichet Unique : 1169/5communes	Ces résultats sont obtenus grâce à la collaboration avec le TPI de Betroka. Le projet a eu plus de difficulté à mobiliser le TPI d'Ihosy; ce qui a un impact sur le nombre des audiences réalisées.	
	Indicateur 2.2 Nombre de nouvelles cartes d'identité nationales délivrées dans les zones d'intervention	0	10 000	317	Il a été constaté qu'il y a beaucoup de faux dans le processus d'octroi des CNI dans la zone d'intervention. Au lieu de miser sur le nombre des nouvelles CNI délivrées, le projet a agit pour éviter ces risques de prolifération de faux documents d'identité.	1 000 Cette activité a du être suspendu et reprendra après les élections.

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Indicateur 2.3					
Produit 2.1 La justice de proximité est renforcée dans les zones d'intervention	Indicateur 2.1.1 Réhabilitation du TPI de Betroka	TPI non réhabilité	TPI réhabilité	TPI en cours de réhabilitation	Les travaux de réhabilitation sont en cours et achevés au plus tard Janvier 2020. Cette activité a nécessité la mobilisation des ressources supplémentaires auprès du PNUD. La complexité des travaux et les considérations liées à la sécurité requièrent une durée de réalisation plus longue.	C'est la réhabilitation de la maison centrale qui a été priorisée
	Indicateur 2.1.2 Nombre d'audiences foraines tenues	0	2 sessions annuelles par juridiction (Ihosy, Betroka, Ambovombe, Tolagnaro) (cible fin du projet = 10 (2,5x4))	7	Juridiction de Betroka	Les audiences foraines programmés sont ceux dans le TPI d'Ihosy et de Betroka
	Indicateur 2.1.3 Nombre de Cliniques juridiques	0	2	2		

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
	implantées et opérationnelles					
Produit 2.2 Des Structures Locales de Concertation	Indicateur 2.2.1 Nombre de SLC mises en place et opérationnelles	0	1 par commune pilote identifiée (cad 10 à la fin du projet)	10		
	Indicateur 2.2.2 Nombre de SLC dont les membres ont bénéficié de formation et sont capables de remplir leurs fonctions	0	10	10	Les membres sont désormais capables de remplir leurs fonctions et ont pu élaborer leur plan d'action.	
Produit 2.3 Les services de l'Etat Civil sont renforcés	Indicateur 2.3.1 Nombres d'audiences foraines de délivrance de cartes d'identités nationales lancée par le Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation dans les régions	0	10 par région par an	5	Cette activité a du être suspendu et reprendra après les élections communales.	

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
	Androy et Ihorombe					
	Indicateur 2.3.2 Nombre de communes pilotes disposant d'un guichet unique de l'état-civil doté de kit d'équipements et mobiliers	0	10	0	En attente du fait de la période électorale: élections communales	Le projet a prévu de cibler deux communes, ensuite de capitaliser ces expériences pour mettre en échelle pendant la phase 2
Produit 2.4	Indicateur 2.4.1					
	Indicateur 2.4.2					
<b>Résultat 3</b>	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
	Indicateur 3.3					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Produit 3.4	Indicateur 3.4.1					
	Indicateur 3.4.2					
<b>Résultat 4</b>	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					
Produit 4.4	Indicateur 4.4.1					

	<b>Indicateurs</b>	<b>Base de donnée</b>	<b>Cible de fin de projet</b>	<b>Progrès actuel de l'indicateur</b>	<b>Raisons pour les retards ou changements</b>	<b>Ajustement des cibles (cas échéant)</b>
	Indicateur 4.4.2					

## **PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET**

### **2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet**

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *on track*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante si pertinent : Budget: la totalité

Quel est le niveau global des dépenses/engagements en % par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: Niveau de dépenses: 94.6%

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

N/A

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour:

Veillez remplir et joindre l'annexe sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet initial (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.